

Pétitions

M. FRIESEN—ON DEMANDE LA DÉMISSION DU GOUVERNEMENT

M. Benno Friesen (Surrey-White Rock-Delta-Nord): Monsieur le Président, les soussignés, citoyens de la Colombie-Britannique, souhaitent se prévaloir de leur droit séculaire et incontesté de présenter à l'honorable Chambre des communes ici réunie un grief commun, convaincus que votre honorable assemblée saura y porter remède. Les soussignés, des Canadiens que la situation actuelle inquiète, tiennent à faire part du mécontentement que leur inspire les mesures politiques du gouvernement libéral dont ils réclament la démission. A ces causes, vos pétitionnaires ne cesseront de prier. La pétition est signée par les habitants de Aldergrove, White Rock, Delta, Vancouver-Nord et Langley, en Colombie-Britannique.

ON DEMANDE DES ÉLECTIONS GÉNÉRALES

M. Pat Nowlan (Annapolis Valley-Hants): Monsieur le Président, j'ai moi aussi l'honneur de présenter une pétition signée par des citoyens canadiens qui souhaitent se prévaloir de leur droit séculaire et incontesté de présenter un grief commun, convaincus que votre honorable assemblée saura y porter remède. Les pétitionnaires décrivent de façon fort explicite la crise de confiance qui sévit au pays. Ils réclament la tenue d'élections générales et, à ces causes, ils demandent humblement qu'il plaise au parlement de prendre aussitôt que possible toutes les mesures nécessaires pour rétablir la confiance des citoyens dans le gouvernement du Canada. Et vos pétitionnaires ne cesseront de prier.

M. Mel Gass (Malpèque): Monsieur le Président, je voudrais à mon tour saisir d'une pétition l'honorable Chambre des communes, en Parlement assemblée. Les pétitionnaires souhaitent se prévaloir de leur droit séculaire et incontesté de présenter un grief commun, convaincus que votre honorable assemblée saura y porter remède. Les soussignés déclarent humblement: attendu que le gouvernement du Canada n'inspire plus confiance à ses citoyens; attendu qu'il faut remédier à cette situation le plus tôt possible; attendu que le meilleur moyen de le faire consisterait à déclencher immédiatement des élections générales à l'échelon fédéral. A ces causes, vos pétitionnaires demandent humblement qu'il plaise au Parlement de prendre toutes les mesures nécessaires pour rétablir la confiance des citoyens dans le gouvernement du Canada. Et vos pétitionnaires ne cesseront de prier.

M. FRETZ—L'ACCROISSEMENT DES DROITS DE PÉAGE SUR LA VOIE MARITIME DU SAINT-LAURENT

M. Girve Fretz (Érié): Monsieur le Président, les soussignés, citoyens du Canada, souhaitent se prévaloir de leur droit séculaire et incontesté de présenter à l'honorable Chambre des communes un grief commun, convaincus que votre honorable assemblée saura y porter remède. De 1978 à 1981, les droits de péage sur la Voie maritime du Saint-Laurent ont doublé et les pétitionnaires voudraient que ces droits ne soient plus augmentés dans un proche avenir, ou du moins jusqu'à ce que les transports maritimes se soient remis de leurs difficultés. A ces causes, vos pétitionnaires demandent humblement qu'il plaise à l'honorable Chambre des communes de donner suite à ces recommandations. Et ils ne cesseront de prier.

M. ANGUISH—L'ESSAI DES MISSILES DE CROISIÈRE AU CANADA

M. Doug Anguish (The Battlefords-Meadow Lake): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter une pétition signée par quelque 321 citoyens du Canada qui se trouvaient

sur la Colline parlementaire le samedi 22 octobre, pour manifester contre la décision du gouvernement de procéder aux essais des missiles de croisière américains sur le territoire canadien. Les pétitionnaires déclarent que les essais de missiles de croisière au Canada provoquent l'escalade de la course aux armements nucléaires et constituent par conséquent une sérieuse menace à la paix dans le monde; en outre que l'histoire prouve que plus la force militaire augmente, plus la tentation de l'utiliser est forte. Les pétitionnaires sont convaincus que le Canada peut jouer un rôle plus crucial en favorisant un désarmement multilatéral et demandent au Parlement de débattre et d'adopter le projet de loi C-678, tendant à déclarer le Canada zone sans armements nucléaires, ce qui lui permettra de servir de médiateur, ainsi que d'autres pays qui participeront à un désarmement nucléaire à l'échelle mondiale. Et vos pétitionnaires ne cesseront de prier.

M. TAYLOR—ON DEMANDE DES ÉLECTIONS GÉNÉRALES

M. Gordon Taylor (Bow River): Monsieur le Président, j'ai ici une pétition adressée à l'honorable Chambre des communes du Canada en Parlement assemblée. Les soussignés citoyens canadiens des villes de Vulcan, Stavely, Exshaw, De Winton et Cluny, souhaitent se prévaloir de leur droit séculaire et incontesté de présenter un grief commun, convaincus que votre honorable assemblée saura y porter remède. A ces causes, vos pétitionnaires demandent humblement qu'il plaise au Parlement d'insister pour déclencher immédiatement des élections générales. Et vos pétitionnaires ne cesseront de prier.

M. PATTERSON—L'AUGMENTATION DES DIVORCES

M. Alex Patterson (Fraser Valley-Est): Monsieur le Président, j'ai le devoir de présenter une pétition au nom d'une centaine de mes électeurs de la circonscription de Fraser Valley-Est. Dans cette pétition, les soussignés souhaitent exprimer leur inquiétude à l'égard de la cellule familiale, qui est un don de Dieu et sur laquelle repose notre société. Convaincus que le nombre toujours croissant de divorces et la dissolution de la cellule familiale est l'un des principaux facteurs qui contribuent à l'aggravation des nombreux maux de notre société, les pétitionnaires demandent au Parlement de s'opposer aux efforts en vue d'autoriser les divorces rapides ou faciles. A ces causes, vos pétitionnaires demandent humblement qu'il plaise au Parlement d'encourager le maintien du mariage et de la famille en tant qu'unité fondamentale de la société et de s'opposer à l'adoption de mesures législatives visant à faciliter ou accélérer les procédures de divorce.

● (1600)

M. SCHELLENBERGER—LA PERTE DE CONFIANCE À L'ÉGARD DU GOUVERNEMENT

M. Stan Schellenberger (Wetaskiwin): Monsieur le Président, je présente une pétition à l'honorable Chambre des communes du Canada en Parlement assemblée. Les soussignés, citoyens du Dominion du Canada de la région de Vancouver, souhaitent se prévaloir de leur droit séculaire et incontesté de présenter un grief commun, convaincus que votre honorable assemblée saura y porter remède. Les soussignés déclarent qu'attendu qu'une crise de confiance sévit au Canada, il faut remédier à cette situation le plus tôt possible. A ces causes, vos pétitionnaires demandent humblement qu'il plaise au Parlement de prendre toutes les mesures nécessaires pour rétablir la